

FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE

Cap sur le Crédit mutuel rural

C'est le Crédit mutuel rural qui va remplacer la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA-Banque) pour financer les agriculteurs et le monde rural. A charge, cependant, d'éviter les errements qui ont provoqué la mise sous administration de la CNMA-Banque.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Cap sur la mutualisation dans le financement de l'agriculture et du monde rural. C'est ce que le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa, encourage et qui sera traduit dans une feuille de route.

Ainsi, demain lundi, le Crédit mutuel rural (CMR) sera lancé au profit des agriculteurs et autres acteurs du monde rural. Thème d'un atelier de travail ouvert depuis hier samedi, ce CMR est, en fait, la transformation «possible et en douceur», selon le directeur général de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), Arba Kamel, de sa filiale bancaire CNMA-Banque.

La CNMA-Banque ne sera pas liquidée mais...

Une filiale bancaire, lancée en 2006, victime de moults errements dans l'octroi de crédits et qui n'a pas donné les résultats escomptés. Après avoir, notamment, accumulé un passif de l'ordre de 19 milliards de dinars, la CNMA-Banque a été mise sous administration.

Déjà, un montant de 5 milliards de dinars a été remboursé et la CNMA se «redresse», dira son administrateur Maidi Chaâbane.

Selon ce dernier, l'actif a été «rééquilibré» et, même si la banque attend encore des fonds et qu'elle ne peut plus octroyer des crédits, elle fonctionne pourtant «normalement». A contrario de sa liquidation, les pouvoirs publics ont opté pour cette formule de crédit mutuel rural de «proximité», pour paraphraser Kamel Arba.

Le crédit mutuel, sa finalité

Cette formule complète, voire constitue une alternative aux crédits bancaires classiques contraignants en termes de solvabilité et exigences de garanties, malgré les avantages offerts par le crédit bonifié RFIG de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR).

Et cela outre les prestations assurantielles de la CNMA. Egalement, ce type de crédit permet aux opérateurs d'être moins vulnérables aux intermédiaires et à la spéculation. Par le biais du CMR, les exploitants agri-



Une alternative aux crédits bancaire.

coles se constituent en coopératives mutualistes, dont ils sont les propriétaires exclusifs, et y placent leur épargne.

Sur la base de cette épargne collectée, ils peuvent se financer de manière plus souple.

La question des garanties en suspens

A condition d'être des professionnels et de présenter

des garanties matérielles et autres hypothèques de manière «symbolique», selon le manager de la CNMA, qui a indiqué que la question reste encore à maturer. Néanmoins, l'intervention de l'Etat par des mécanismes appropriés et la mise en place d'un fonds de garanties demeurent indispensables.

A ce propos, Kamel Arba souhaite que les pouvoirs publics relancent effective-

ment le Fonds de garantie déjà mis en place en 1987. Ce qui devrait être normalement le cas.

A charge, également, pour le ministère des Finances et la Banque d'Algérie d'aider le développement de ce type de crédit, concernant la réglementation prudentielle.

Cela, même si le CMR n'a pas vocation à être une banque commerciale, assure le DG de la CNMA.

Eviter les errements du passé

Comme il s'agit d'«éviter les erreurs d'appréciation» commises par le passé en matière de financement agricole. «Nous ne pouvons plus nous permettre la moindre dilapidation de l'argent», relève Kamel Arba, rappelant l'engagement de 2 000 milliards de dinars à l'horizon 2013 dans le secteur agricole.

En ajoutant qu'il «faut s'assurer que cet argent parvienne à ses destinataires» et que les instances de contrôle et de sécurisation soient mises en place.

Comme il s'avère indispensable de choisir des gestionnaires aux compétences professionnelles avérées, ce qui n'était aucunement le cas lors de l'expérience CNMA-Banque.

Voire, recourir à l'assistance technique et l'expertise étrangères, notamment celle du groupe financier coopératif canadien Desjardins, spécialisé dans le management de la finance communautaire.

Ce groupe est déjà partenaire de la compagnie pétrolière nationale, Sonatrach, engagée dans la réalisation d'une coopérative d'épargne et de crédit, et du ministère des Finances en matière de financement de l'habitat.

C. B.

EL-HACHEMI DJAÂBOUB À CONSTANTINE

Les contrefacteurs dans l'œil du cyclone

«Je recommande à ceux qui importent des pièces de rechange ou n'importe quel autre produit contrefaits de changer d'activité parce que, la répression, à partir de la semaine prochaine, sera sévère avec l'entrée en vigueur des mesures prises dans le cadre de la lutte contre ce fléau», a averti le ministre du Commerce, M. El-Hachemi Djaâboub, hier, en marge de la visite de travail qu'il a effectuée à Constantine.

Le ministre, qui n'a pas livré d'amples détails à ce sujet, a néanmoins précisé que son département compte renforcer le contrôle au niveau des ports, afin de traquer le phénomène de la contrefaçon aux frontières. Une lutte «sans merci» qui, a-t-il souligné, associera plusieurs institutions de l'Etat, et les sanctions peuvent aller jusqu'à l'emprisonnement à perpétuité.

«La vie humaine n'a pas de prix et l'action du gouvernement remplit une mission d'intérêt général. Que nos opérateurs économiques comme nos partenaires étrangers sachent que nous sommes souverains dans notre pays. L'Algérie est un grand marché qui pèse plus de 50 milliards de dollars américains par an (40 milliards de marchandises et 11 milliards de services).

Et ceux qui sont intéressés par les affaires n'ont qu'à se soumettre aux lois de la République», assènera-t-il.

Dans le même contexte, M. Djaâboub a révélé le plan du gouvernement visant à construire 40 hypermarchés à travers le territoire national durant les cinq prochaines années. Un projet qui vise, selon les termes du ministre, à «éradiquer d'ici la fin du quinquennat tous les marchés informels gangrenant le tissu urbain et mettant en danger la santé du consommateur».

«C'est un choix étudié et le nombre d'hypermarchés sera suffisant pour pallier le déficit en termes de surfaces de commercialisation. Le prochain quinquennat sera celui de l'amélioration de la qualité du service. Il est vrai que

ce besoin n'était pas la priorité du gouvernement, l'Algérie avait souffert pendant plusieurs années de problèmes sécuritaires et il fallait rétablir la paix. Maintenant, il est temps de se rattraper», ajoutera-t-il. Sur un autre plan, le ministre du Commerce a appelé les consommateurs à ne plus s'approvisionner auprès des vendeurs étalant leurs marchandises à même le sol.

A ses yeux, c'est la solution idoine à même de régler le problème de l'informel et de minimiser les risques d'intoxication, surtout lors des périodes de chaleurs. «Nous pensons que la répression n'est nullement la panacée contre ce phénomène et nous allons lancer

incessamment une caravane de sensibilisation des citoyens, qui sillonnera le pays dans le but de limiter les risques d'intoxication», indiquera-t-il. Enfin, il est à noter que M. Djaâboub a effectué une tournée dans la wilaya de Constantine. Il s'est rendu dans les centres commerciaux appartenant à des privés, a inspecté le marché de gros des fruits et légumes du Polygone, situé dans la zone industrielle Palma, et a posé la première pierre pour la réhabilitation du marché de détail de fruits et légumes de la cité Les Martyrs.

Concernant ce marché de détail, il apprendra que les autorités locales ont délocalisé des mécaniciens et des dinandiers qui l'explo-

taient indûment, et ce afin de lui rendre sa vocation initiale, à savoir la vente au détail de fruits et légumes.

Au marché de gros Le Polygone, géré par les services de la collectivité et qui génère très peu d'argent, le ministre a, notamment, instruit les responsables locaux de s'inscrire dans une logique économique. «C'est un marché qui devrait générer des milliards. Ces commerçants ne sont pas dans le besoin au point de leur louer les stands à un prix symbolique. Ceux qui aspirent à bénéficier du filet social n'ont qu'à s'adresser au ministre de la Solidarité nationale !» conclura-t-il.

L. H.

ACHAT DES MANUELS SCOLAIRES

Benbouzid annonce 10 % de réduction

Le ministre de l'Education nationale, Boubekour Benbouzid, a fermement appelé, hier, les chefs d'établissement à ne plus renvoyer les élèves dès le début du mois de mai. Il a expliqué cette décision par l'impératif d'achèvement des programmes et d'une bonne répartition des cours dans les 32 semaines imparties.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le ministre de l'Education nationale, qui s'adressait aux directeurs des établissements scolaires et aux premiers responsables de l'éducation, a expliqué que les examens du dernier trimestre doivent être programmés à la fin de l'année, de façon à ce que les cours ne s'arrêtent pas au début du mois de mai.

«Les 32 semaines de cours ne

doivent pas être réduites ; pour cela, elles doivent être faites dans les normes», a déclaré le ministre, qui a aussi déploré la mauvaise qualité des opérations d'inspection en dépit de la création, l'année dernière, de 1 000 postes budgétaires. Le ministre a, aussi, annoncé la création d'une commission nationale pour suivre l'application des programmes. La réunion tenue hier vise, selon ses initiateurs, l'allègement des programmes. S'agissant du suivi et de l'assimilation des programmes, M. Benbouzid a instruit les cadres du secteur pour un meilleur aménagement du temps imparti aux vacances scolaires et un éventuel élargissement du temps de repos pour les élèves.

Pour cela, la décision revient aux professionnels du secteur, selon le ministre, qui annoncera la

création d'une commission pédagogique nationale des cycles primaire et secondaire.

Cette série de mesures concernant l'allègement des programmes, a souligné le premier responsable du secteur de l'éducation, vise l'adéquation entre ces mêmes programmes «compactés» et le volume horaire imparti.

S'agissant des livres scolaires dont le nombre, cette année, sera de 60 millions, le ministre a annoncé 10% de réduction sur leurs prix.

Par ailleurs, les enseignants du primaire et du secondaire bénéficieront d'une formation du 6 au 11 septembre prochain. M. Benbouzid a aussi donné une instruction ferme pour que les enfants ne quittent pas les établissements scolaires avant l'âge de 16 ans. «Les responsables

des établissements doivent tenir la tutelle régulièrement informée des élèves qui quittent l'école avant l'âge de 16 ans et des raisons de cette situation», a déclaré le ministre.

Il a, également, menacé les parents qui n'inscrivent pas leurs enfants à l'école dès l'âge de six ans de poursuites judiciaires.

Il s'agit notamment d'enfants de familles nomades. M. Boubekour Benbouzid a, en outre, évoqué le renouvellement du matériel scolaire avec, notamment, le bannissement du tableau noir et de la craie ainsi que l'installation de casiers au niveau des établissements.

Enfin, deux commissions se sont réunies, hier, en vue d'apporter les dernières retouches à l'évaluation des programmes.

F.-Z. B.